

# الأهداف العامة للقانون الدولي الخاص من زاوية الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان

فهرس رسالة دكتوراه

جميع الحقوق محفوظة

# TABLES DES MATIÈRES

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS .....	9
SOMMAIRE .....	13
INTRODUCTION.....	17
PREMIÈRE PARTIE LA CEDH, FACTEUR DE COORDINATION DES ORDRES JURIDIQUES.....	41
TITRE I LA COORDINATION JURIDICTIONNELLE.....	47
Chapitre I L'exigence d'un juge effectivement compétent.....	51
Section I L'internationalisation du contenu du droit d'accès au juge.....	52
§ I Le plein épanouissement de l'accès international à la justice.....	53
A L'applicabilité extensive du droit d'accès au juge.....	53
1 Le contournement des limites inhérentes à l'internationalité du litige.....	55
a Une analyse européenne des techniques du droit international privé.....	55
b Une analyse internationaliste des termes de la Convention.....	58
α La plasticité de la notion de droit reconnu dans l'ordre interne.....	59
β L'extension de la notion de droits et obligations de caractère civil aux rapports privés internationaux.....	64
2 Le contournement des limites classiques par l'internationalité du litige.....	69
B Le contrôle des obstacles à l'accès international à la justice.....	73
1 Le contrôle de la caution <i>judicatum solvi</i> .....	76
2 Le contrôle des conditions d'octroi de l'aide judiciaire.....	81
§ II Le développement limité de la compétence internationale.....	86
A Un accroissement potentiel de la compétence internationale.....	88
1 L'exclusion des garanties procédurales dans l'appréciation du droit d'accès au juge.....	88
2 L'intégration des garanties matérielles dans l'appréciation du droit d'accès au juge.....	95
a Le droit à une décision sur le fond.....	95
α La consécration du droit d'agir dans la jurisprudence européenne.....	96
β Les interactions entre le droit d'agir et la compétence.....	99
b Le droit à l'exécution de la décision sur le fond.....	106
B Le rejet de l'exigence d'une compétence civile universelle.....	115
Section II L'internationalisation des restrictions au droit d'accès au juge.....	126
§ I L'ajustement des limitations classiques à l'internationalité du litige.....	130
A L'adéquation de la légalité.....	130
B L'élargissement de la légitimité.....	136
C L'assouplissement de la nécessité.....	145
1 La marge nationale d'appréciation.....	147

a Les indices d'une marge étendue .....	148
b Les indices d'une marge étroite .....	150
$\alpha$ Le but de l'ingérence.....	150
$\beta$ La nature du droit en cause .....	154
2 Le contrôle de proportionnalité.....	155
§ II L'adoption de limitations inhérentes au droit d'accès au juge .....	164
Chapitre II L'exigence d'un juge équitablement compétent.....	175
Section I Les fondements de l'exigence d'un lien suffisant.....	180
§ I Le droit général au procès équitable .....	181
A Un prolongement du droit au procès équitable .....	181
1 Un prolongement autonome du droit au procès équitable.....	183
a L'autonomie à l'égard du droit d'accès au juge .....	183
b L'autonomie à l'égard du principe de l'égalité des armes .....	186
2 Un prolongement original du droit au procès équitable.....	189
B La recherche d'un équilibre entre les parties.....	192
1 L'influence du droit au procès équitable.....	193
2 Un contrôle classique dans son essence .....	200
§ II Les principes généraux du/de droit international .....	206
A Une référence admissible .....	207
B Une référence contestable.....	210
Section II Le contenu de l'exigence d'un lien suffisant.....	216
§ I Une appréciation concrète de la compétence judiciaire internationale.....	216
A Les caractères de l'exigence d'un lien suffisant.....	217
B Le maintien d'une prévisibilité des solutions .....	222
§ II Un assouplissement de la compétence judiciaire internationale .....	229
CONCLUSION DU TITRE I.....	245
TITRE II LA COORDINATION NORMATIVE.....	247
Chapitre I Les situations créées dans le for.....	251
Section I L'étendue de la liberté de recourir à une méthode de coordination.....	253
§ I L'analogie des situations interne et internationale.....	255
A Le caractère critiquable de l'affirmation implicite de l'analogie .....	255
1 Au regard du droit européen des droits de l'homme.....	258
2 Au regard du droit international privé.....	259
B Le caractère bénéfique des conséquences de l'analogie.....	263
§ II La négation de l'internationalité de la situation .....	267
Section II L'étendue de la liberté de choisir une méthode de coordination.....	272
§ I Un contrôle réduit sur la nature de la méthode de coordination .....	274
A Une indifférence quant à l'origine de la réglementation sur le fond.....	274
B Une indifférence quant au fonctionnement de la méthode de coordination...	281
§ II Un contrôle modéré sur le contenu de la méthode de coordination .....	283

A La spécialisation des règles du droit international privé .....	284
1 Une spécialisation contenue .....	284
2 Une spécialisation provoquée.....	288
B La matérialisation des règles du droit international privé .....	292
1 L'évaluation de la réglementation substantielle.....	295
2 L'évaluation des règles de conflit de lois.....	296
a Les conditions de l'évaluation.....	296
α L'effacement de la neutralité de la règle de conflit.....	296
β L'objectivation du contrôle européen .....	303
b La teneur de l'évaluation.....	306
Chapitre II Les situations créées à l'étranger .....	319
Section I La promotion de la reconnaissance <i>de plano</i> des décisions étrangères .....	323
§ I La consécration d'une faculté de reconnaissance <i>de plano</i> .....	324
A La nécessaire intervention de l'ordre juridique requis .....	325
B La singularité de la situation créée à l'étranger .....	333
§ II L'esquisse d'une obligation de reconnaissance <i>de plano</i> .....	336
A L'hypothèse d'un droit direct à la reconnaissance <i>de plano</i> .....	337
B L'émergence d'un droit indirect à la reconnaissance <i>de plano</i> .....	343
Section II L'accélération de l'exécution des décisions étrangères.....	351
§ I La perspective d'une libéralisation accrue de l'octroi de la force exécutoire... 352	
A L'influence de la superstructure procédurale des droits substantiels .....	352
1 Les obligations de l'État d'origine de la décision .....	353
2 Les obligations de l'État requis.....	355
B L'influence du droit à l'exécution des décisions de justice.....	359
§ II Vers une force exécutoire <i>de plano</i> .....	364
CONCLUSION DU TITRE II .....	369
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....	371
ECONDE PARTIE LA CEDH, FACTEUR DE PROTECTION DES ORDRES JURIDIQUES .....	373
TITRE I LA DÉFINITION EUROPÉENNE DE LA PROTECTION .....	379
Chapitre I Approche critique de l'applicabilité restreinte de la CEDH .....	385
Section I Opportunité des fondements de l'applicabilité restreinte .....	387
§ I La spécificité du fait générateur de la responsabilité étatique .....	387
A La décision étrangère.....	389
1 La procédure étrangère.....	389
2 Les effets substantiels.....	391
B La loi étrangère.....	392
§ II La préservation du développement de la coopération interétatique .....	398
A La coopération interétatique inspirée par l'intérêt général.....	399

B La coopération interétatique inspirée par les intérêts individuels .....	400
Section II Inopportunité des manifestations de l'applicabilité restreinte .....	403
§ I L'incertitude de la sélection primaire .....	405
§ II L'incertitude de la sélection secondaire .....	413
A La réduction du droit au procès équitable .....	414
B La réduction des autres clauses normatives .....	421
Chapitre II Recherche d'une variation dans l'application de la CEDH .....	423
Section I Le rejet d'une variation fondée sur la substance des droits .....	425
§ I Les lacunes de la notion de substance .....	426
§ II L'indispensable maintien d'un contrôle concret .....	433
A La prise en compte du droit étranger .....	434
B La prise en compte des circonstances concrètes du litige .....	440
Section II L'approfondissement d'une variation fondée sur l'origine de la norme étrangère .....	450
§ I Les normes des États Parties .....	452
A La préservation du pluralisme .....	453
1 Le respect des particularités nationales .....	453
2 Le respect des nécessités locales .....	459
B L'atténuation du contrôle européen .....	465
1 Le principe de l'atténuation .....	466
2 Les modalités de l'atténuation .....	467
§ II Les normes des États tiers .....	470
A La relativité des droits de l'homme .....	470
1 La contingence de la conception des droits de l'homme .....	472
a Le régionalisme .....	473
$\alpha$ L'affirmation régionale des droits de l'homme .....	473
$\beta$ L'interprétation régionale des droits de l'homme .....	476
b L'altération de l'universalisme .....	481
2 La contingence de la conception de l'homme dans la société .....	484
B L'atténuation du contrôle européen .....	488
CONCLUSION DU TITRE I .....	499
TITRE II LA RÉALISATION INTERNE DE LA PROTECTION .....	501
Chapitre I Permanence de la responsabilité étatique face aux normes étrangères .....	503
Section I Une responsabilité face à l'ensemble des lois étrangères .....	505
§ I Les faiblesses originelles du fondement de la protection du for .....	506
A Les lacunes de la primauté et de l'effet direct .....	507
B Une sollicitation erronée du droit interne .....	510
§ II Une protection fondée sur le lien de juridiction .....	512
A La justification du principe de la responsabilité de l'État requis .....	513
B La justification de l'exclusivité de la responsabilité de l'État requis .....	517

Section II Une responsabilité face à l'ensemble des décisions étrangères.....	520
§ I L'obligation de contrôler le respect de la CEDH à l'étranger .....	521
A Les obstacles à la mise en œuvre de la responsabilité.....	522
B La justification de la mise en œuvre de la responsabilité.....	524
1 Rejet d'une justification fondée sur l'article 6 de la CEDH .....	525
a Rejet d'une participation de l'État requis à la violation de l'article 6 CEDH .....	525
b Rejet d'une obligation de contrôle dérivée de l'article 6 CEDH .....	528
2 Un contrôle imposé par l'article 13 CEDH.....	533
§ II L'obligation de respecter la CEDH dans le for requis.....	539
 Chapitre II Ajustement nécessaire des mécanismes du droit international privé interne aux exigences européennes .....	 545
Section I L'application de la CEDH par les mécanismes classiques du droit international privé .....	 546
§ I L'inadaptation de la méthode des lois d'application immédiate .....	547
A Les obstacles pratiques.....	548
B Les obstacles théoriques .....	552
§ II Le recours à l'ordre public international .....	554
A Le rapprochement de la CEDH et de l'ordre public international .....	555
B Les modalités de l'intégration de la CEDH au sein de l'ordre public international.....	558
1 Le recours au mécanisme classique de l'ordre public international.....	559
a L'ordre public substantiel.....	559
b L'ordre public procédural.....	563
2 Les tentatives d'adaptation de l'ordre public international.....	566
a L'ordre public substantiel.....	567
b L'ordre public procédural.....	570
Section II L'application directe de la CEDH par un mécanisme autonome .....	577
§ I Signification de l'application directe de la CEDH .....	578
§ II Manifestations de l'application directe de la CEDH.....	579
A Distinction de la CEDH et de l'ordre public international.....	579
B Référence autonome et exclusive à la CEDH.....	582
 CONCLUSION DU TITRE II .....	 589
 CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE .....	 591
 CONCLUSION .....	 593
 BIBLIOGRAPHIE .....	 597
 INDEX .....	 665
 TABLES DES MATIÈRES .....	 671